



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DES PYRÉNÉES-ATLANTIQUES

Direction départementale des
Territoires et de la Mer

Pau, le 23 JUL. 2012

Service Aménagements
Urbanisme et Risques

Aménagements Prévention des
Risques

Nos réf. : BC/2012/ 2 23
Affaire suivie par : Brigitte CANAC
Tél: 05 59 80 87 57 – Fax : 05 59 80 86 05
Courriel : ddtm-saur@pyrenees-atlantiques.gouv.fr
Objet: Approbation du PPRi de Bayonne
P.J.: - PPRi approuvé
- Arrêté d'approbation



Monsieur le Maire,

Je vous prie de bien vouloir trouver ci-joint le dossier du PPRi de Bayonne approuvé ainsi que l'arrêté préfectoral d'approbation. Ce dossier final intègre les modifications demandées par le Commissaire Enquêteur dans son avis favorable, à l'issue de l'enquête publique.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Maire, l'expression de ma considération très distinguée.

et de mes sentiments les meilleurs.

Le Préfet

Lionel BEFFRE

Monsieur Jean GRENET
Maire de Bayonne
1, avenue du Maréchal Leclerc
64100 BAYONNE

Horaires d'ouverture : 8h30 – 12h00 / 14h00 – 16h30
Tél. : 05 59 80 86 00 – fax : 05 59 80 86 07
Cité administrative – Boulevard Tourasse - 64032 Pau cedex
Bus : lignes P4-5-8-12, T2, C14



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DES PYRÉNÉES-ATLANTIQUES
Direction Départementale des Territoires et de la Mer

Arrêté Préfectoral n°2012- 205- 0009
approuvant le Plan de Prévention du Risque d'Inondation
de la commune de Bayonne

Le Préfet des Pyrénées-Atlantiques,
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,

VU le code de l'environnement, articles L562.1 à L562.9 et R562-1 à R562-10;

VU l'arrêté préfectoral n°2006/325-16 en date du 21 novembre 2006, prescrivant l'élaboration du plan de prévention du risque d'inondation (P.P.R.I.) sur la commune de Bayonne et l'arrêté préfectoral modificatif n°2007/11-7 du 11 janvier 2007;

VU l'arrêté préfectoral n°2012/4 en date du 7 février 2012 prescrivant l'ouverture d'une enquête publique sur le plan de prévention du risque d'inondation de la commune de Bayonne;

VU les délibérations du Conseil Municipal de Bayonne en date du 26 mai 2011 et du Conseil d'Agglomération Côte-Basque-Adour en date du 1er juin 2011

VU le procès verbal de l'enquête publique qui s'est déroulée du 27 février 2012 au 28 mars 2012 inclus et l'avis favorable du Commissaire enquêteur en date du 15 avril 2012;

SUR proposition du Directeur Départemental des Territoires et de la Mer;

ARRETE :

Article 1^{er} : I - Est approuvé tel qu'il est annexé au présent arrêté, le Plan de Prévention du Risque d'Inondation de la commune de Bayonne.

II – Le P.P.R.I. comprend: un règlement, une carte réglementaire, une partie annexe comprenant une note de présentation, les carte des aléas et des hauteurs d'eau et un plan de situation.

III – Le P.P.R.I. est tenu à la disposition du public à la mairie de Bayonne, à la Direction Départementale des Territoires et de la Mer, à la Préfecture de Pau.

Article 2 : Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs et mention en sera faite dans les 2 journaux la République des Pyrénées et Sud-Ouest.

Une copie de l'arrêté d'approbation sera affichée à la mairie pendant un mois au minimum. Cette mesure de publicité sera justifiée par un certificat du maire et un exemplaire des journaux sera annexé au dossier.

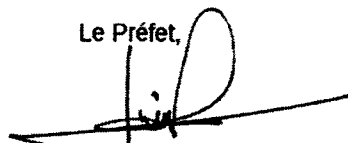
Article 3 : Des copies seront adressées à :

M. le Secrétaire Général de la Préfecture, M. le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer, M. le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement.

Article 4 : Monsieur le Secrétaire Général, Monsieur le Maire de Bayonne, Monsieur le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Pau, le **23 JUIL. 2012**

Le Préfet,



Lionel BEFFRE



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DES PYRENEES ATLANTIQUES

Plan de Prévention des Risques Inondations

Commune de
BAYONNE (64)

Règlement

Direction
Départementale
des Territoires
et de la Mer
Pyrénées-Atlantiques

Service Aménagement,
Urbanisme et Risques
Unité
Aménagement
Prévention des Risques

Cité administrative
Boulevard Tourasse
64032 PAU Cedex

DOSSIER APPROUVÉ LE 23 JUILLET 2012



SOMMAIRE

1. DISPOSITIONS GENERALES.....	4
1.1. CHAMP D'APPLICATION.....	4
1.2. OBJECTIFS ET CONTENU DU PPR.....	4
1.3. NATURE DU PPR.....	5
1.4. EFFETS SUR L'ASSURANCE DES BIENS ET ACTIVITÉS.....	5
1.5. CARACTERISATION DU ZONAGE REGLEMENTAIRE.....	6
1.5.1. Zones naturelles ou peu urbanisées.....	6
1.5.2. Zones urbanisées ou urbanisables à court terme.....	6
2. RÉGLEMENTATION DES PROJETS NOUVEAUX	7
2.1. DISPOSITIONS APPLICABLES A LA ZONE ROUGE	7
2.1.1. Modes d'occupation du sol et travaux interdits	7
2.1.2. Modes d'occupation du sol et travaux susceptibles d'être autorisés.....	7
2.1.3. Conditions de réalisation.....	9
2.1.4. Conditions d'exploitation.....	9
2.1.5. Nivellement.....	9
2.2. DISPOSITIONS APPLICABLES A LA ZONE ORANGE.....	10
2.2.1. Modes d'occupation du sol et travaux interdits	10
2.2.2. Modes d'occupation du sol et travaux susceptibles d'être autorisés.....	10
2.2.3. Conditions de réalisation.....	12
2.2.4. Conditions d'exploitation	12
2.2.5. Nivellement.....	12
2.3. DISPOSITIONS APPLICABLES A LA ZONE JAUNE.....	13
2.3.1. Modes d'occupation du sol et travaux interdits	13
2.3.2. Modes d'occupation du sol et travaux susceptibles d'être autorisés.....	13
2.3.3. Conditions de réalisation.....	15
2.3.4. Conditions d'exploitation	15
2.3.5. Nivellement.....	15
2.4. DISPOSITIONS APPLICABLES AUX ZONES VERTE, ORANGE HACHURE ET ROUGE HACHURE	16
2.4.1. Modes d'occupation du sol et travaux interdits.....	16
2.4.2. Mode d'occupation du sol et travaux susceptibles d'être autorisés.....	17
2.4.3. Conditions de réalisation.....	17
2.4.4. Conditions d'exploitation	17
2.4.5. Nivellement.....	18
2.5. TABLEAU DES CONDITIONS DE RÉALISATION CONCERNANT LES DIFFÉRENTES ZONES.....	19
2.6. TABLEAU DES CONDITIONS D'EXPLOITATION CONCERNANT LES DIFFÉRENTES ZONES.....	23
3. PRESCRIPTIONS CONCERNANT LES BIENS ET ACTIVITÉS EXISTANTS.....	24
4. PRESCRIPTION ET MESURES CONCERNANT LA SECURITE PUBLIQUE ET LES RESEAUX PUBLICS.....	26
4.1. INFORMATION DU PUBLIC.....	26
4.2. PRESCRIPTIONS GENERALES.....	26
4.2.1. le schéma d'assainissement et les réseaux des eaux pluviales ou usées existants.....	26
4.2.2. la création ou l'extension des réseaux	26
4.2.2.1. Réseau d'eau potable	27
4.2.2.2. Réseau d'assainissement des eaux usées.....	27
4.2.2.3. Les stations d'épuration.....	28
4.2.2.4. Le réseau électrique.....	28
4.2.2.5. Le réseau téléphonique.....	27
4.2.2.6. Le réseau de gaz.....	28
4.2.3. L'entretien des espaces et des cours d'eau.....	29
5. CAHIER DE RECOMMANDATIONS.....	30
5.1. PROTECTION DES PERSONNES EN CAS DE CRUE.....	30
5.1.1. Avant la crue.....	30

5.1.2. Pendant la crue.....	30
5.1.3. Après la crue.....	30
5.2. RECOMMANDATIONS APPLICABLES AUX BIENS EXISTANTS.....	30
5.3. ENTRETIEN DES COURS D'EAU.....	31
5.4. RECOMMANDATIONS APPLICABLES AUX NOUVEAUX PROJETS EN ZONES VERTE, ORANGE HACHURÉE ET ROUGE HACHURÉE, À L'EXCEPTION DES QUARTIERS « SAINT ESPRIT », « SAINT FRÉDÉRIC », « ARÈNES-TÊTES DE PONTS » ET « SAINT BERNARD ».....	31
6. GLOSSAIRE.....	32

1. DISPOSITIONS GENERALES

1.1. CHAMP D'APPLICATION

Le présent règlement s'applique à la partie du territoire de la commune de Bayonne, délimitée par le plan de zonage du PPR.

Il détermine les mesures de prévention à mettre en œuvre contre :

- a) le risque d'inondation par débordement des cours d'eau suivants :
 - l'Adour et les affluents : ruisseau de Lesté, ruisseau d'Arrousets, ruisseau du Portou, ruisseau Lagaraude (ou Limpou), le canal d'Atchinette (et ses affluents Aritxague et Beyris), ruisseau du Moulin Esbouc,
 - la Nive et les affluents : ruisseau d'Urdainz et ruisseau de Hillans,
- b) le risque d'inondation par ruissellement dans les quartiers Saint Frédéric et Saint Esprit.

Seuls ces risques sont pris en considération dans le présent règlement.

Les possibilités de rupture ou l'insuffisance des digues et des bassins écrêteurs de crue existants au moment de l'étude du présent PPR sont prises en compte.

1.2. Objectifs et contenu du PPR

Le PPR est un outil réglementaire visant à limiter, dans une perspective de développement durable, les conséquences humaines et économiques des catastrophes naturelles (inondation).

L'objet des PPR, tel que défini par la loi est de :

- délimiter les zones exposées aux risques*¹ ;
- délimiter les zones non exposées à des risques importants (zone d'expansion des crues...)mais où les constructions, ouvrages, aménagements, exploitations et activités pourraient aggraver les risques ou en provoquer de nouveaux ;
- définir, dans les zones mentionnées ci-dessus, les mesures relatives à l'aménagement, l'utilisation ou l'exploitation des constructions, ouvrages ou espaces mis en culture existants.
- définir des mesures de prévention et de sauvegarde ;

Le PPR définit :

- des règles d'urbanisme
- des règles de construction dont la mise en œuvre est placée sous la responsabilité des pétitionnaires
- des mesures de prévention, de protection et de sauvegarde pouvant aller jusqu'à la prescription de travaux².

¹ les mots suivis d'une étoile (*) sont explicités dans le glossaire en fin de document

² les travaux de prévention imposés sur des biens existants et à la charge des propriétaires, exploitants ou utilisateurs ne peuvent porter que sur des aménagements limités dont le coût est inférieur à 10 % de la valeur vénale ou estimé du bien à la date d'approbation du plan.

Les maîtres d'ouvrage, particuliers ou collectivités, à qui incombent ces travaux disposent d'un délai maximum précisé dans le § 3 ou à défaut d'un délai de cinq ans.

Le dossier de PPR comprend :

- un rapport et des cartes de l'aléa* dont l'objet est de présenter le phénomène inondation et d'expliquer la démarche aboutissant au présent règlement ;
- le présent règlement et la carte réglementaire
- un cahier de recommandation en fin de règlement
- un glossaire définissant le vocabulaire technique en fin de règlement.

Les mesures prescrites par ce règlement ont pour objectif :

- **la sécurité des populations,**
- **la limitation des dommages causés par l'inondation sur les biens et activités existantes,**
- **une non aggravation des crues* sur le territoire de la commune ou sur d'autres territoires (avec en particulier le maintien ou la restauration du libre écoulement des cours d'eau), voire une diminution des phénomènes,**

1.3. Nature du PPR

Le PPR approuvé vaut, dans ses indications et son règlement, servitude d'utilité publique. Le règlement et le zonage réglementaires sont opposables aux tiers.

En tant que servitude d'utilité publique le PPR est applicable de plein droit et simultanément aux autres règles d'urbanisme (Règlement National d'Urbanisme, plan local d'urbanisme, carte communale ...). En cas de dispositions différentes, ce sont les règles les plus restrictives qui s'appliquent.

Il doit être annexé au plan local d'urbanisme, s'il existe, conformément à l'article L 126-1 du code de l'urbanisme.

Le PPR peut être révisé selon la même procédure que son élaboration si une évolution des connaissances ou du contexte le justifie.

Le PPR peut faire l'objet d'une saisine du tribunal administratif compétent dans un délai de deux mois à compter des formalités de publication de l'arrêté préfectoral d'approbation.

Le requérant peut également saisir d'un recours gracieux le préfet ou d'un recours hiérarchique le ministre chargé de l'environnement. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse ou la date de rejet implicite.

1.4. Effets sur l'assurance des biens et activités

La loi n° 95-101 du 2 février 1995 par ses articles 17, 18 et 19 conserve pour les entreprises d'assurances l'obligation, créée par la loi n° 82-600 du 13 juillet 1982 relative à l'indemnisation des victimes de catastrophes naturelles, d'étendre leurs garanties aux biens et activités, aux effets des catastrophes naturelles.

En cas de **non respect de certaines règles du PPR**, la loi prévoit **une possibilité pour les entreprises d'assurances de déroger à certaines règles d'indemnisation** lors de catastrophes naturelles.

1.5. CARACTERISATION DU ZONAGE REGLEMENTAIRE

Le PPR délimite différentes zones pour lesquelles sont définies des règles spécifiques. Ce zonage réglementaire a été établi à partir de l'étude des aléas et des enjeux selon la méthodologie exposée dans le rapport de présentation.

Pour les besoins du présent règlement, le territoire concerné par le risque a été divisé en **6 zones, définies sur la carte réglementaire.**

1.5.1. Zones naturelles ou peu urbanisées

◆ **Zone rouge** : zone estimée exposée à un aléa d'inondation fort caractérisé par une hauteur d'eau supérieure à 1 m et/ou une vitesse d'écoulement supérieure à 1 m/s. Cette zone est inconstructible.

◆ **Zone orange** : zone estimée exposée à un aléa d'inondation moyen caractérisé par une hauteur d'eau inférieure à 1 m et par une vitesse d'écoulement inférieure à 1 m/s, la hauteur d'eau étant supérieure à 0.5 m ou la vitesse supérieure à 0.5 m/s. Cette zone est aussi inconstructible, à quelques exceptions près.

◆ **Zone jaune** : zone non urbanisée et exposée à un aléa d'inondation faible caractérisé par une hauteur d'eau inférieure à 0.50 m et une vitesse d'écoulement inférieure à 0.50 m/s. Cette zone, non ou peu urbanisée, est à protéger, notamment pour permettre l'expansion ou l'écoulement des crues.

1.5.2. Zones urbanisées ou urbanisables à court terme

◆ **Zone rouge hachuré** : zone déjà urbanisée, et estimée exposée à un aléa d'inondation fort caractérisé par une hauteur d'eau supérieure à 1 m et/ou une vitesse d'écoulement supérieure à 1 m/s. Cette zone, déjà largement occupée, peut finir d'être urbanisée sous conditions.

◆ **Zone orange hachurée** : zone déjà urbanisée, et estimée exposée à un aléa d'inondation moyen caractérisé par une hauteur d'eau inférieure à 1 m et par une vitesse d'écoulement inférieure à 1 m/s, la hauteur d'eau étant supérieure à 0.5 m ou la vitesse supérieure à 0.5 m/s. Cette zone, déjà largement occupée, peut finir d'être urbanisée sous conditions.

◆ **Zone verte** : zone déjà urbanisée et estimée exposée à un aléa d'inondation faible caractérisé par une hauteur d'eau inférieure à 0.50 m et une vitesse d'écoulement inférieure à 0.50 m/s. Cette zone, déjà largement occupée, peut finir d'être urbanisée sous conditions.

2. RÉGLEMENTATION DES PROJETS NOUVEAUX

Les dispositions incluses dans le présent paragraphe sont des **prescriptions** d'urbanisme ou de construction.

Les règles d'urbanisme donnent lieu à un contrôle lors de l'instruction du permis de construire ou d'une déclaration préalable et de l'établissement du certificat de conformité. Les règles de construction sont de la responsabilité du maître d'ouvrage, du maître d'œuvre, de l'entreprise et de l'occupant.

Elles s'appliquent obligatoirement sur tous les projets **nouveaux**. Les projets **d'extension, de changement de destination ou de reconstruction** sont, comme tout projet nécessitant une déclaration préalable ou l'obtention d'un permis de construire, réglementés au titre des projets **nouveaux**.

En application de l'article R431.16 du code de l'urbanisme, toute demande de permis de construire ou de permis d'aménager devra être accompagnée d'une attestation établie par l'architecte du projet ou par un géomètre agréé certifiant que le projet prend en compte les prescriptions imposées par le règlement du PPRI.

2.1. DISPOSITIONS APPLICABLES A LA ZONE ROUGE

Comme mentionné au paragraphe 1.5 ci avant, la zone rouge est estimée exposée à un aléa d'inondation fort caractérisé par une hauteur d'eau supérieure à 1 m et/ou une vitesse d'écoulement supérieure à 1 m/s ou par une accessibilité dangereuse du site durant la crue.

Cette zone est inconstructible par principe, toutefois l'existant sera maintenu.

Les aires permanentes d'accueil des gens du voyage et les nouvelles implantations d'habitations légères de loisir et de résidence mobiles de loisirs, bien que ne nécessitant pas de permis de construire, sont interdites sur la zone rouge, y compris sur les terrains de camping déjà existants.

2.1.1. Modes d'occupation du sol et travaux interdits

Tout ce qui n'est pas visé à l'article 2.1.2 est interdit.

2.1.2. Modes d'occupation du sol et travaux susceptibles d'être autorisés

Sont susceptibles d'être autorisés :

a) Sans condition :

Les aménagements hydrauliques visant à réduire le risque et ses conséquences sur des installations existantes. Une étude préalable définissant les impacts de ces aménagements devra être réalisée.

b) A condition :

- *de ne pas faire obstacle à l'écoulement des eaux ou à leur stockage,*

- *de ne pas aggraver les risques sur le périmètre de la commune ou sur d'autres territoires,*
- *de ne pas conduire à une augmentation notable de la population exposée au risque,*

–les réalisations liées à des aménagements hydrauliques autres que ceux prévus au § 2.1.2 a);

–les travaux de création ou de modification d'infrastructures publiques et de réseaux nécessaires au fonctionnement des services publics (route, eau, gaz ...);

–les clôtures servant à la protection des périmètres immédiats des captages d'eau potable ;

–les clôtures de piscines ou d'autres installations dangereuses, nécessaires à la sécurité des personnes et répondant aux normes en vigueur ;

–dans tous les autres cas, seront autorisées les clôtures sans mur bahut, avec simple grillage et constituées d'un maillage d'au moins 10cmx10cm;

–l'aménagement de parc, jardins et espaces verts, d'aire de loisir et de sport sans construction de bâtiment ou de piscine hormis l'extension ou la création de vestiaires, sanitaire et locaux techniques pour une surface de 300 m² au maximum à condition de ne pas avoir bénéficié d'un précédent agrandissement depuis la date de mise en application du présent PPR;

–les plantations ou boisement autres que de peupliers sont autorisés à condition que les plants respectent un espacement minimal de 7 m ;

–les aires de stationnement ;

–les travaux de mise en sécurité des personnes et réduction de la vulnérabilité des biens et des activités sont autorisés et notamment :

- Les constructions et aménagements d'accès de sécurité extérieurs (voirie, passage hors d'eau, escalier, batardeaux, etc...),
- Les adaptations ou la réfection des bâtiments existants pour la mise hors d'eau des personnes, bien ou activités (accès à l'étage ou au toit, rehaussement du premier niveau utile, y compris avec construction d'un étage sans création de logement supplémentaire), sous réserve de ne pas augmenter l'emprise au sol ;

–l'extension des bâtiments d'activité directement liés aux exploitations agricoles dans une limite de 10% de l'emprise au sol à condition de ne pas avoir bénéficié d'un précédent agrandissement depuis la date de mise en application du présent PPR ;

– la réalisation d'un bâtiment d'une surface de 1000 m² maximum dans la plaine d'Ansot permettant d'entreposer le produit des cultures, le matériel et les véhicules pour l'entretien de la plaine dans le cadre du projet agro-environnemental de la plaine d'Ansot porté par la Ville de Bayonne. Le

stockage des cultures et du matériel devra être réalisé au dessus de la cote de référence. Les véhicules devront être situés suffisamment haut afin que leurs moteurs et leurs parties vulnérables soient situés au dessus de la cote de référence ;

–l'implantation d'une aire de grand passage sur les parcelles AL n°0099 et AL n°0100 situés au lieu-dit « Bachefores-Hosses »;

–les extensions des autres bâtiments existants dans une limite de 20 m² d'emprise au sol sans création de logement supplémentaire, à condition de ne pas avoir bénéficié d'un précédent agrandissement depuis la date de mise en application du présent PPR ;

–la reconstruction, sur une emprise au sol équivalente ou inférieure, de tout édifice détruit par un sinistre autre qu'une inondation, sous réserve d'assurer la sécurité des personnes et de réduire la vulnérabilité des biens ;

–les constructions et aménagements imposés par la mise aux normes d'installations industrielles, artisanales, commerciales, agricoles ou d'élevage existantes.

–les aménagements indispensables à l'accueil de personnes à mobilité réduite (rampes d'accès, ascenseurs ...). Leur transparence aux crues doit être maximale.

2.1.3. Conditions de réalisation

Les conditions de réalisation sont précisées au paragraphe 2.5.

2.1.4. Conditions d'exploitation

Les conditions de réalisation sont précisées au paragraphe 2.6.

2.1.5. Nivellement

Pour tout aménagement ou ouvrage nécessitant un positionnement par rapport à la cote de référence une connaissance de la cote NGF IGN 69 sera nécessaire.

2.2. DISPOSITIONS APPLICABLES A LA ZONE ORANGE

La zone orange est une zone estimée exposée à aléa d'inondation moyen caractérisé par une hauteur d'eau inférieure à 1 m et par une vitesse d'écoulement inférieure à 1 m/s, la hauteur d'eau étant supérieure à 0,5m ou la vitesse supérieure à 0,5 m/s.

Cette zone est inconstructible, à quelques exceptions près ; toutefois l'existant sera maintenu. Elle doit également être préservée en raison du rôle important qu'elle joue sur l'écoulement des eaux et l'expansion des crues.

Les aires permanentes d'accueil des gens du voyage et les nouvelles implantations d'habitations légères de loisirs et de résidence mobiles de loisirs, bien que ne nécessitant pas de permis de construire, sont interdites sur la zone orange, y compris sur les terrains de camping déjà existants.

2.2.1. Modes d'occupation du sol et travaux interdits

Tout ce qui n'est pas visé à l'article 2.2.2 est interdit.

2.2.2. Modes d'occupation du sol et travaux susceptibles d'être autorisés

Sont susceptibles d'être autorisés :

a) Sans condition :

Les aménagements hydrauliques visant à réduire le risque et ses conséquences sur des installations existantes. Une étude préalable définissant les impacts de ces aménagements devra être réalisée.

b) A condition :

- *de ne pas faire obstacle à l'écoulement des eaux ou à leur stockage,*
- *de ne pas aggraver les risques sur le périmètre de la commune ou sur d'autres territoires,*
- *de ne pas conduire à une augmentation notable de la population,*

–les réalisations liées à des aménagements hydrauliques autres que ceux prévus au § 2.3.2 a) ;

–les travaux de création et de modification d'infrastructures publiques et réseaux nécessaires au fonctionnement des services publics (route, eau, gaz ...);

–les clôtures servant à la protection des périmètres immédiats des captages d'eau potable ;

–les clôtures de piscines existantes ou d'autres installations dangereuses, nécessaires à la sécurité des personnes et répondant aux normes en vigueur ;

–dans tous les autres cas, seront autorisées les clôtures sans mur bahut, avec

simple grillage et constituées d'un maillage d'au moins 10cmx10cm ;

-l'aménagement de parcs, jardins et espaces verts, d'aires de loisirs et de sport ouverts au public sans création de bâtiment ou de piscine hormis l'extension ou la création de vestiaires, sanitaire et locaux techniques pour une surface de 300 m² au maximum à condition de ne pas avoir bénéficié d'un précédent agrandissement depuis la date de mise en application du présent PPR ;

-Les plantations ou boisement autres que de peupliers sont autorisés à condition que les plants respectent un espacement minimal de 7 m ;

-les aires de stationnement ;

-les travaux de mise en sécurité des personnes et réduction de la vulnérabilité des biens et des activités sont autorisés et notamment :

- Les constructions et aménagements d'accès de sécurité extérieurs (voirie, passage hors d'eau, escalier, batardeaux, etc...) sous réserve de ne pas aggraver le risque inondation,
- Les adaptations ou la réfection des bâtiments existants pour la mise hors d'eau des personnes, bien ou activités (accès à l'étage ou au toit, exhaussement du premier niveau utile, y compris avec construction d'un étage sans création de logement supplémentaire), sous réserve de ne pas augmenter l'emprise au sol ;

-l'extension des bâtiments « d'activité » directement liés à l'exploitation agricole dans une limite de 20% de l'emprise au sol à condition de ne pas avoir bénéficié d'un précédent agrandissement depuis la date de mise en application du présent PPR ;

-l'extension des autres constructions dans la limite de 20 m² d'emprise au sol sans création de logement supplémentaire et à condition de ne pas avoir bénéficié d'un précédent agrandissement depuis la date de mise en application du présent PPR ;

-la reconstruction, sur une emprise au sol équivalente ou inférieure, de tout édifice détruit par un sinistre autre qu'une inondation, sous réserve d'assurer la sécurité des personnes et de réduire la vulnérabilité des biens ;

-les constructions et aménagements imposés par la mise aux normes d'installations industrielles, artisanales, commerciales, agricoles ou d'élevage existantes;

-les aménagements indispensables à l'accueil de personnes à mobilité réduite (rampes d'accès, ascenseurs ...). Leur transparence aux crues doit être maximale.

-les abris de jardin et les garages.

2.2.3. Conditions de réalisation

Les conditions de réalisation sont précisées au paragraphe 2.5.

2.2.4. Conditions d'exploitation

Les conditions de réalisation sont précisées au paragraphe 2.6.

2.2.5. Nivellement

Pour tout aménagement ou ouvrage nécessitant un positionnement par rapport à la cote de référence une connaissance de la cote NGF IGN 69 sera nécessaire.

2.3. DISPOSITIONS APPLICABLES A LA ZONE JAUNE

Cette zone non urbanisée est une zone moins exposée à l'aléa d'inondation (hauteur de submersion inférieure à 0,50 m et vitesse inférieure à 0,50 m/s).

Toutefois, elle doit être préservée en raison du rôle qu'elle joue pour l'écoulement et l'expansion des crues.

Les aires permanentes d'accueil des gens du voyage et les nouvelles implantations d'habitations légères de loisir et de résidence mobiles de loisirs, bien que ne nécessitant pas de permis de construire, sont interdites sur la zone jaune, y compris sur les terrains de camping déjà existants.

2.3.1. Modes d'occupation du sol et travaux interdits

Tout ce qui n'est pas visé à l'article 2.3.2 est interdit.

2.3.2. Modes d'occupation du sol et travaux susceptibles d'être autorisés

Sont susceptibles d'être autorisés :

a) Sans condition :

Les aménagements hydrauliques visant à réduire le risque et ses conséquences sur des installations existantes. Une étude préalable définissant les impacts de ces aménagements devra être réalisée.

b) A condition :

- *de ne pas faire obstacle à l'écoulement des eaux ou à leur stockage,*
- *de ne pas aggraver les risques sur le périmètre de la commune ou sur d'autres territoires*
- *de ne pas conduire à une augmentation notable de la population,*

–les réalisations liées à des aménagements hydrauliques autres que ceux prévus au § 2.1.2 a) ;

–les travaux de création et de modification d'infrastructures publiques et réseaux nécessaires au fonctionnement des services publics (route, eau, gaz ...);

–les clôtures servant à la protection des périmètres immédiats des captages d'eau potable ;

–les clôtures de piscines existantes ou d'autres installations dangereuses, nécessaires à la sécurité des personnes et répondant aux normes en vigueur ;

–dans tous les autres cas, seront autorisées les clôtures sans mur bahut, avec simple grillage et constituées d'un maillage d'au moins 10cmx10cm;

–l'aménagement de parcs, jardins et espaces verts, d'aires de loisirs et de sport ouverts au public sans création de bâtiment ou de piscine hormis

l'extension ou la création de vestiaires, sanitaire et locaux techniques pour une surface de 300 m² au maximum à condition de ne pas avoir bénéficié d'un précédent agrandissement depuis la date de mise en application du présent PPR ;

-les plantations ou boisement autres que de peupliers sont autorisés à condition que les plants respectent un espacement minimal de 7 m ;

-les aires de stationnement ;

-les travaux de mise en sécurité des personnes et réduction de la vulnérabilité des biens et des activités sont autorisés et notamment :

- Les constructions et aménagements d'accès de sécurité extérieurs (voirie, passage hors d'eau, escalier, batardeaux, etc...) sous réserve de ne pas aggraver le risque inondation,
- Les adaptations ou la réfection des bâtiments existants pour la mise hors d'eau des personnes, bien ou activités (accès à l'étage ou au toit, rehaussement du premier niveau utile, y compris avec construction d'un étage sans création de logement supplémentaire), sous réserve de ne pas augmenter l'emprise au sol ;

-l'extension des bâtiments « d'activité » directement liés à l'exploitation agricole dans une limite de 20% de l'emprise au sol à condition de ne pas avoir bénéficié d'un précédent agrandissement depuis la date de mise en application du présent PPR ;

-l'extension des autres constructions à condition de ne pas avoir bénéficié d'un précédent agrandissement depuis la date de mise en application du présent PPR. Cette extension se fera dans une limite de soit 20 m² d'emprise au sol, soit 10% de la SHON, la plus favorable de ces règles étant à retenir ;

-les changements de destination des bâtiments, sous réserve d'assurer la sécurité des personnes, de ne pas augmenter la vulnérabilité ni de créer de d'hébergements hôteliers, d'établissements recevant le public, d'installations soumises à autorisation ou à déclaration au titre de la loi du 19 juillet 1976 ou de nouveaux logements;

-la reconstruction, sur une emprise au sol équivalente ou inférieure, de tout édifice détruit par un sinistre autre qu'une inondation, sous réserve d'assurer la sécurité des personnes et de réduire la vulnérabilité des biens ;

-les constructions et aménagements imposés par la mise aux normes d'installations industrielles, artisanales, commerciales, agricoles ou d'élevage existantes ;

-les aménagements indispensables à l'accueil de personnes à mobilité réduite (rampes d'accès, ascenseurs ...). Leur transparence aux crues doit être maximale.

-les abris de jardin et les garages.

2.3.3. Conditions de réalisation

Les conditions de réalisation sont précisées au paragraphe 2.5.

2.3.4. Conditions d'exploitation

Les conditions de réalisation sont précisées au paragraphe 2.6.

2.3.5. Nivellement

Pour tout aménagement ou ouvrage nécessitant un positionnement par rapport à la cote de référence une connaissance de la cote NGF IGN 69 sera nécessaire.

2.4. DISPOSITIONS APPLICABLES AUX ZONES VERTE, ORANGE HACHURE ET ROUGE HACHURE

La zone verte est une zone déjà urbanisée ou à fort enjeux et estimée exposée à un aléa d'inondation faible caractérisé par une hauteur d'eau inférieure à 0,50 m et une vitesse d'écoulement inférieure à 0,50 m/s. Cette zone peut encore être urbanisée sous conditions.

La zone orange hachuré est une zone déjà urbanisée ou à forts enjeux et estimée exposée à un aléa d'inondation moyen caractérisé par une hauteur d'eau inférieure à 1 m et par une vitesse d'écoulement inférieure à 1 m/s, la hauteur d'eau étant supérieure à 0,5 m ou la vitesse supérieure à 0,5 m/s. Cette zone peut encore être urbanisée sous conditions.

La zone rouge hachuré est une zone déjà urbanisée ou à forts enjeux et estimée exposée à un aléa d'inondation fort caractérisé par une hauteur d'eau supérieure à 1 m et/ou une vitesse d'écoulement supérieure à 1 m/s. Cette zone peut encore être urbanisée sous conditions.

2.4.1. Modes d'occupation du sol et travaux interdits

Sont interdits :

- les nouvelles installations soumises à autorisation ou à déclaration au titre de la loi du 19 juillet 1976 à l'exception des :
 - *blanchisseries ,*
 - *Piscines,*
 - *Stations d'épuration sous réserve qu'il soit impossible de les réaliser dans une zone où le risque est moindre,*
 - *Systèmes de compression et réfrigération, chaufferies et tours aéroréfrigérantes nécessaires au fonctionnement d'activités par ailleurs autorisées ou existantes et sous réserve qu'il soit impossible de les réaliser dans une zone où le risque est moindre ;*
- les terrains de camping et caravanage ou les aires naturelles de camping à caractère permanent, le stationnement isolé des caravanes, les habitations légères de loisir et les résidence mobiles de loisirs ;
- les aires permanentes d'accueil des gens du voyage ;
- les travaux d'exhaussement ou excavation des sols non liés aux opérations autorisées
- les activités telles que :
 - les parcs d'attraction,
 - les dépôts de véhicules (neufs, d'occasion, hors d'usage),
 - les aires de vente ou d'exposition de caravanes,
 - les garages collectifs de caravanes ;
- les bâtiments et équipements dont le fonctionnement est primordial pour la sécurité civile, la défense ou le maintien de l'ordre public sauf impossibilité d'une implantation ailleurs.

2.4.2. Mode d'occupation du sol et travaux susceptibles d'être autorisés

A condition :

- *de ne pas aggraver significativement les risques sur le périmètre de la commune ou sur d'autres territoires,*

sont susceptibles d'être autorisés :

-tous travaux et installations destinés à réduire les conséquences du risque inondation et toutes réalisations liées à des aménagements hydrauliques ;

-les aires de stationnement souterraines en centre urbain dense (quartiers « Saint Esprit » et « Arène-Têtes de Pont »), sous réserve qu'elles soient strictement réservées à cet usage de stationnement et de la réalisation d'une étude sur la sécurité des personnes en plus du respect des règles de construction du paragraphe 2.5 ;

-les extensions des installations soumises à autorisation ou à déclaration au titre de la loi du 19 juillet 1976 ;

-les autres constructions et aménagements de quelque usage qu'ils soient (habitations, activités, établissements recevant du public, équipements collectifs.....) ;

-les changements de destination des bâtiments, sous réserve d'assurer la sécurité des personnes, de ne pas augmenter la vulnérabilité ni de créer de nouveaux logements dont le plancher serait situé sous la cote de référence ;

-les clôtures de piscines ou d'autres installations dangereuses, nécessaires à la sécurité des personnes et répondant aux normes en vigueur ;

-tout type de clôture dans les quartiers Saint-Esprit, Saint Frédéric, Arène - Têtes de Pont et Saint Bernard ;

-sur les autres zones que les quartiers mentionnés à l'alinéa précédent, seules les clôtures perméables à 80% ou plus en dessous de la cote de référence pourront être autorisées. Toute clôture végétale, ou toute clôture pleine, en dessous de la cote de référence, sera interdite.

2.4.3. Conditions de réalisation

Les conditions de réalisation sont précisées au paragraphe 2.5.

2.4.4. Conditions d'exploitation

Les conditions de réalisation sont précisées au paragraphe 2.6.

2.4.5. Nivellement

Pour tout aménagement ou ouvrage nécessitant un positionnement par rapport à la cote de référence une connaissance de la cote NGF IGN 69 sera nécessaire.

2.5. Tableau des conditions de réalisation concernant les différentes zones

Conditions imposées au titre des règles d'urbanisme en zone :	rouge	orange	jaune	vert	Orange hachuré	Rouge hachuré
a) L'implantation des constructions (bâtiments, clôtures,...) doit permettre un accès aux berges des différents cours d'eau pour leur entretien.	X	X	X	X	X	X
b) Les infrastructures, les voies d'accès, les parkings, les aires de stationnement de toute nature doivent, sauf impossibilité technique ou nécessité d'assurer la non inondabilité de l'ouvrage, être arasés au niveau du terrain naturel à l'exception de celles nécessaires à l'évacuation des personnes et d'une éventuelle rampe d'accès à un bâtiment surélevé et notamment tout dispositif PMR. Dans tous les cas leur transparence aux crues devra être assurée au mieux. Ces prescriptions ne s'appliquent pas dans le cas où un remblaiement jusqu'à une cote supérieure ou égale à la cote de référence a été autorisé au titre du présent règlement et de la loi sur l'eau.	X	X	X	X	X	X
c) Les aménagements doivent permettre à toute personne de trouver un accès en toute sécurité jusqu'à une zone située au dessus de la cote de référence.			X	X	X	X
d) Les planchers des surfaces habitables ou utiles doivent être situés au-dessus de la cote de référence à l'exception des entrées de surface inférieure à 30 m ² ne supportant aucune activité. Dans ce dernier cas on prévoira des batardeaux (ou autre solution technique) afin de réduire la vulnérabilité. Les abris de jardin pourront être autorisés au niveau de la cote d'eau centennale, à savoir la cote de référence pour les quartiers « Arène-Tête de Pont » et « Saint Esprit » et la cote de référence moins 0.30 m ailleurs.	X	X	X	X	X	X
e) Les caves et les sous-sols enterrés ou semi-enterrés sont interdits sauf exceptions précisées dans le paragraphe 2.4.2.	X	X	X	X	X	X

Conditions imposées au titre des règles d'urbanisme en zone :	rouge	orange	jaune	vert	Orange hachuré	Rouge hachuré
f) les accès véhicules et piétons aux parkings souterrains autorisés au paragraphe 2.4.2 se feront depuis des seuils situés au dessus de la cote de référence afin de diminuer au mieux les risques d'inondation. De plus un dispositif d'évacuation des eaux sera prévu. A titre dérogatoire, les accès véhicules aux parkings souterrains privatifs des collectivités publiques pourront se faire sous la côte de référence, s'il est démontré que la réalisation d'un seuil au dessus de la côte de référence est impossible. Dans ce cas, une fermeture étanche des accès devra être mise en place.				X	X	X
g) Les constructions seront situées dans la partie la plus élevée du terrain et/ ou au plus près des voies les desservant.	X	X	X			
h) Les bâtiments doivent être étanches sous la cote de référence (relèvement des seuils, batardeaux, dispositifs d'obturation des ouvertures).	X	X	X	X	X	X
i) Les voies d'accès, les parkings, les aires de stationnement de toute nature comporteront une structure de chaussée aussi insensible à l'eau que possible; Dès la conception du projet, et durant les travaux de construction, il convient de prévoir des dispositions pour faciliter le séchage des matériaux après inondation, voire faciliter le remplacement de ceux dont il est certain qu'ils seront irrécupérables. On recherchera les matériaux les moins sensibles à l'eau. Les sols et murs intérieurs des étages susceptibles d'être inondés seront conçus de façon à pouvoir être nettoyés au jet d'eau. On évitera les dispositions constructives qui favorisent la stagnation de l'eau.	X	X	X	X	X	X
j) La structure des bâtiments construits en sous sol doit permettre de résister, en cas d'immersion sans remplissage à la poussée d'Archimède.	X	X	X	X	X	X
k) Les installations techniques sensibles à l'eau (matériels électriques, électroniques, compteurs électriques général, disjoncteur, tableau de répartition électrique, les chaudières individuelles et collectives, ...) doivent être positionnées au-dessus de la cote de référence.	X	X	X	X	X	X
l) Le tableau de distribution électrique sera conçu de façon à pouvoir couper facilement l'électricité dans les niveaux inondables, sans couper les niveaux supérieurs.	X	X	X	X	X	X

Conditions imposées au titre des règles d'urbanisme en zone :	rouge	orange	jaune	vert	Orange hachuré	Rouge hachuré
m) Toute libération d'objets flottants susceptibles d'être emportés par l'eau et de provoquer des accidents, pollutions ou embâcles en aval devra être empêchée: -les citernes enterrées doivent être lestées ou fixées. -les citernes extérieures doivent être fixées au sol support ou lestées. Le sol doit pouvoir résister à l'érosion. Leurs orifices non étanches et événements doivent être situés au-dessus de la cote de référence. -Les matériaux susceptibles d'être emportés doivent être arrimés.	X	X	X	X	X	X
n) Les piscines ou les cavités de terrain doivent être balisées en hauteur, le balisage dépassant la cote de référence.	X	X	X	X	X	X

Conditions imposées au titre des règles d'urbanisme en zone :	rouge	orange	jaune	vert	Orange hachuré	Rouge hachuré
<p>L'implantation des bâtiments limitera l'effet d'obstacle à l'écoulement de l'eau :</p> <p>o) Les remblais seront limités à l'emprise des constructions, éventuellement majorée d'une bande de circulation de 3 mètres maximum.</p> <p>p) La plus grande longueur du bâtiment doit être placée dans l'axe des écoulements dans le lit majeur; on évitera les décrochements importants au niveau de l'emprise de la construction :</p> <div data-bbox="225 772 927 1048" data-label="Diagram"> </div> <p>q) Le choix d'implantation d'un ensemble de constructions doit prendre en compte la nécessité de conserver une transparence hydraulique en ménageant des espaces libres pour l'écoulement. On tiendra compte du fait que le niveau de crue est rehaussé entre les bâtiments et que la vitesse du courant est augmentée dans les rétrécissements.</p>	X	X	X			

2.6. Tableau des conditions d'exploitation concernant les différentes zones

Conditions d'exploitation en zone :	rouge	orange	jaune	vert	Orange hachuré	Rouge hachuré
a) les travaux usuels d'entretien et de gestion des biens et activités implantés antérieurement à la mise en application du présent document (aménagement internes, traitement des façades, réfection des toitures) sont autorisés;	X	X	X	X	X	X
b) Les produits polluants ou sensibles à l'humidité, les matières dangereuses ou susceptibles de l'être en présence d'eau, les matériaux flottants doivent être stockés : -soit dans une enceinte dont le niveau est situé au-dessus de la cote de référence; -soit dans une enceinte étanche et fermée, lestée ou arrimée et résistant aux effets de la crue de référence. Les orifices non étanches et événements des citernes doivent être situés au dessus de la cote de référence.	X	X	X	X	X	X
c) Le mobilier extérieur ou tout autre objet (à l'exclusion des objets faciles à rentrer en cas d'alerte) doit être ancré ou rendu captif. L'objectif est d'éviter que ces objets ne soient entraînés par les eaux et ne deviennent des projectiles ou créent des embâcles.	X	X	X	X	X	X

3. PRESCRIPTIONS CONCERNANT LES BIENS ET ACTIVITÉS EXISTANTS

Les conditions d'exploitation mentionnées dans le tableau ci-après s'appliquent aux biens et activités existants :

Conditions d'exploitation en zone :	rouge	orange	jaune	vert	Orange hachuré	Rouge hachuré
a) les travaux usuels d'entretien et de gestion des biens et activités implantés antérieurement à la mise en application du présent document (aménagement internes, traitement des façades, réfection des toitures) sont autorisés.	X	X	X	X	X	X
b) Les produits polluants ou sensibles à l'humidité, les matières dangereuses ou susceptibles de l'être en présence d'eau, les matériaux flottants doivent être stockés : - soit dans une enceinte dont le niveau est situé au-dessus de la cote de référence; - soit dans une enceinte étanche et fermée, lestée ou arrimée et résistant aux effets de la crue de référence. Les orifices non étanches et événements des citernes doivent être situés au dessus de la cote de référence.	X	X	X	X	X	X
c) Le mobilier extérieur ou tout autre objet (à l'exclusion des objets faciles à rentrer en cas d'alerte) doit être ancré ou rendu captif. L'objectif est d'éviter que ces objets ne soient entraînés par les eaux et ne deviennent des projectiles ou créent des embâcles.	X	X	X	X	X	X
d) Les piscines privées ou les cavités de terrain doivent être balisées en hauteur, le balisage devant dépasser la cote de référence.	X	X	X	X	X	X
e) Les établissements recevant du public (ERP) vulnérables* et très vulnérables*, situés en zone inondable et dont le seuil du RDC est situé sous la côte de référence, devront disposer de lieux de regroupement permettant d'accueillir l'ensemble des personnes susceptibles d'être présentes. Ils devront disposer d'un plan d'évacuation et de consignes. Une information aux usagers, conformément au décret n° 90-918 du 11 octobre 1990, devra être également mise en place. Les lieux de regroupement des personnes sinistrés devront être situés au dessus de la cote de référence. Le cheminement de toute personne jusqu'à ces lieux de regroupement devra pouvoir être réalisé en toute sécurité. En cas d'impossibilité technique de disposer d'un lieu de regroupement au dessus de la côte de référence, le Plan Communal de Sauvegarde devra répertorier les établissements ne pouvant mettre en oeuvre cette prescription et définir les modalités d'évacuation des ces établissements.	X	X	X	X	X	X

Ces travaux seront réalisés dans un délai de 5 ans à compter de la date d'approbation du Plan de Prévention du Risque. Ce délai est ramené à 2 ans pour les prescriptions b) (produits polluant), d) (piscines) et e) (installations publiques).

4. PRESCRIPTION ET MESURES CONCERNANT LA SECURITE PUBLIQUE ET LES RESEAUX PUBLICS

Les mesures de prévention et de sauvegarde ont pour objectif :

- l'information de la population
- la maîtrise ou la limitation des risques
- la réduction de la vulnérabilité des personnes par une efficacité accrue des secours.

4.1. INFORMATION DU PUBLIC

Dans les communes où un PPR est prescrit ou approuvé, le maire doit informer la population des risques et des diverses mesures prévues, au moins une fois tous les deux ans, par des réunions publiques ou tout autre moyen approprié.

4.2. PRESCRIPTIONS GENERALES

4.2.1. le schéma d'assainissement et les réseaux des eaux pluviales ou usées existants

Si la commune est dotée d'un **schéma d'assainissement**, le programme de celui-ci sera révisé afin de prendre en compte la nouvelle connaissance des aléas et des règles d'occupation du sol contenues dans le présent PPR.

Dans les parties des réseaux publics ou privés pouvant être mis en charge et dans les zones inondables les tampons des regards seront verrouillés.

Dans le cas où **une station d'épuration publique ou privée est construite en zone inondable**, elle devra dans la mesure du possible être protégée de l'immersion par des dispositifs techniques (endiguement, surélévation des ouvrages) et les appareils électriques et les bâtiments stratégiques devront être hors d'eau par rapport au niveau de la crue de référence.

Un diagnostic sera réalisé dans un délai de 12 mois suivant l'approbation du PPRI. Les travaux seront réalisés par tranches échelonnées dans le temps selon l'évaluation des risques et les finances de la collectivité. Ils devront être réalisés dans un délai de 5 ans à compter de la date d'approbation du PPRI.

4.2.2. la création ou l'extension des réseaux

Ce paragraphe concerne les constructions pour des créations, extensions ou renforcements et les réfections ou entretiens lourds des réseaux publics ou privés:

4.2.2.1. Réseau d'eau potable

On mettra hors d'eau :

- les ouvrages (captages et pompages) d'exploitation de la ressource
- les ouvrages de stockage (réservoirs)

Les dispositions prises et les produits choisis doivent assurer la pérennité des ouvrages (éviter les ruptures) et l'étanchéité parfaite (éviter la pollution)

1. *Ouvrages d'exploitation de la ressource*

Les équipements en tête de l'installation seront situés à 0,5 m (sur remblai, sur génie civil) au-dessus de la cote de référence et devront résister aux vitesses d'écoulement correspondantes

Cas des prises d'eau gravitaires et des pompages en rivières :

- Prises d'eau gravitaires* : sur torrents ou cours d'eau à fort charriage, la prise d'eau doit être à un endroit tel que la canalisation d'alimentation soit posée en zone inondable sur une longueur très courte, et que l'ouvrage de captage soit bien ancré dans le sol et conçu pour réduire l'entrée des solides.
- Pompages en rivière* : les équipements électriques sont, soit étanches, soit au moins 0.5 m au-dessus de la cote de référence.
- Tout aménagement lié au pompage (crépine, canalisation) situé en lit mineur est à éviter ou, à défaut, à ancrer solidement au moyen d'ouvrage en béton. Le dispositif annexe non enterré est protégé par un muret arasé à au moins 0,5 m au-dessus de la cote de référence.

2. *Ouvrages d'alimentation et de distribution*

L'ensemble canalisations/joints doit assurer une étanchéité parfaite et résister aux vitesses élevées.

Les canalisations sont enterrées et, si nécessaire, ancrées. Leur assemblage par collage est à éviter. Dans la mesure du possible, les accessoires (ventouses, vidanges) sont supprimés pour empêcher d'éventuelles entrées d'eau polluée.

On disposera également des vannes de sectionnement, pour isoler le réseau dans la zone à risque.

3. *Ouvrages de stockage (réservoirs)*

Les réservoirs sont construits hors de la zone inondable, et sur-dimensionnés, pour assurer la continuité du service dans la zone inondable.

4.2.2.2. Réseau d'assainissement des eaux usées

La pose des canalisations et le remblaiement des tranchées doivent éviter les dégradations (affouillements, tassements, ruptures) et assurer l'étanchéité du réseau (joints, regards, branchements) qui doit être vérifiée par des essais à l'eau ou à l'air.

Les équipements des postes de relèvement ou de refoulement sont situés au-dessus de la cote de référence.

Les tampons des regards en zone inondable sont verrouillés.

En terrains aquifères, des dispositions particulières sont à prendre en ce qui concerne la pose des canalisations. Le lit de pose doit être constitué de matériaux dont la granulométrie est comprise entre 5 mm et 30 mm.

Pour éviter l'entraînement des particules fines du sol de contact, il est recommandé d'envelopper le matériau du lit de pose et d'enrobage par un filtre anticontaminant en géotextile.

Le lestage des canalisations et des équipements (station de refoulement par exemple) peut s'avérer indispensable pour s'opposer à la poussée d'Archimède.

4.2.2.3. Les stations d'épuration

Dans le cas où la station d'épuration serait construite en zone inondable, elle devra être protégée de l'immersion par des dispositifs techniques (endiguement, surélévation des ouvrages). Les appareils électriques et les bâtiments stratégiques devront être hors d'eau par rapport au niveau de la crue de référence. Les ouvrages (décanteurs, bassins d'aérations,...) devront être conçus pour éviter leur flottaison (lest, immersion par clapets) dans l'hypothèse de la crue de référence.

La construction d'une station d'épuration en zone inondable peut entraîner des modifications dans les écoulements ou/et être concernée par d'autres phénomènes comme l'érosion des berges des cours d'eau.

Une étude d'impact hydraulique est nécessaire pour préciser les dispositifs à mettre en œuvre assurant la stabilité de l'équipement (protection des berges des cours d'eau par exemple) et autant que faire se peut la transparence hydraulique ou la compensation de l'obstacle (maintien des écoulements sans surcote).

4.2.2.4. Le réseau électrique

Les postes moyenne tension seront :

- situés au minimum à 0.5m au-dessus du niveau de la cote de référence,
- implantés, si possible, hors des champs¹ d'inondation où la vitesse est supérieure à 1 m/s.

Les lignes aériennes sont situées au minimum à 2,50 m au-dessus du niveau de la crue de référence, pour permettre le passage des engins de secours. Les poteaux électriques doivent être bien ancrés pour éviter leur arrachement surtout par des flots torrentiels.

Les lignes enterrées doivent être étanches.

Les branchements des habitants et le comptage sont réalisés au minimum à 0,50 m au-dessus de la crue de référence.

4.2.2.5. Le réseau téléphonique

- On assurera la mise hors d'eau par rapport au niveau de la crue de référence de tout le matériel sensible : armoires, lignes et centraux téléphoniques.
- Pour les lignes téléphoniques aériennes, les poteaux doivent être solidement ancrés pour résister aux flots, en particulier torrentiels, et à l'érosion. Il est préférable de choisir des lignes enterrées parfaitement étanches.

4.2.2.6. Le réseau de gaz

On mettra hors d'eau, c'est-à-dire au-dessus du niveau de la cote de référence tout matériel sensible (compteurs de distribution, postes et sous-stations).

¹ cf. glossaire en fin de document

Le réseau enterré devra résister à l'érosion due à l'écoulement des flots. En cas de doute et de risque de rupture, il faut pouvoir couper l'alimentation des parties menacées, ce qui suppose de pouvoir les contrôler et éventuellement les purger de l'eau infiltrée avant la remise en service.

4.2.3. L'entretien des espaces et des cours d'eau

Les propriétaires concernés procéderont à la suppression des arbres morts ou en situation d'instabilité susceptibles de provoquer des effets de vague lors de la rupture ou de créer plus loin des embâcles.

Les personnes morales ou physiques ayant la responsabilité de l'entretien des cours d'eau et des berges assureront un entretien régulier des lits des cours d'eau et notamment après chaque crue.

5. CAHIER DE RECOMMANDATIONS

5.1. Protection des personnes en cas de crue

5.1.1. Avant la crue

- prévoir les gestes essentiels :
 - fermer portes et fenêtres,
 - couper le gaz (et l'électricité),
 - mettre les produits au sec,
 - surélever le mobilier,
 - s'assurer qu'aucun objet ne peut être emporté par les eaux,
 - faire une réserve d'eau potable,
- prévoir l'évacuation.

5.1.2. Pendant la crue

- s'informer de la montée des eaux (radio, mairie, ...),
- couper l'électricité,
- pour l'évacuation, suivre les conseils qui vous seront donnés et veiller à n'utiliser qu'un cheminement dont on est sûr (pas ou très peu d'eau, pas de risque de cavité...).

5.1.3. Après la crue

- aérer et désinfecter les pièces,
- chauffer dès que possible,
- ne rétablir l'électricité que sur une installation sèche après avis d'un professionnel.

5.2. Recommandations applicables aux biens existants

- Pour des crues rapides et sans procédure d'annonce de crue, c'est à dire sur les cours d'eau autres que l'Adour et la Nive, il est recommandé, pour les constructions possédant un étage de supprimer, dans les zones les plus exposées, toute pièce à usage de sommeil en rez-de-chaussée.
 - Les matériels électriques ou électroniques, les tableaux électriques, les chaudières individuelles et collectives doivent, si possible, être positionnés au-dessus de la cote de référence. Pour la partie du réseau électrique maintenue en dessous de la cote de crue de référence, un dispositif de coupure et d'isolation doit être installé si possible. Ces mesures peuvent permettre une remise en service plus rapide.
 - Dans toutes les zones inondables, les réseaux d'assainissement « Eaux Usées » et « Eaux pluviales » doivent être munis dans la mesure du possible, d'un dispositif antiretour ou d'une vanne d'isolation du réseau extérieur.

5.3. *Entretien des cours d'eau*

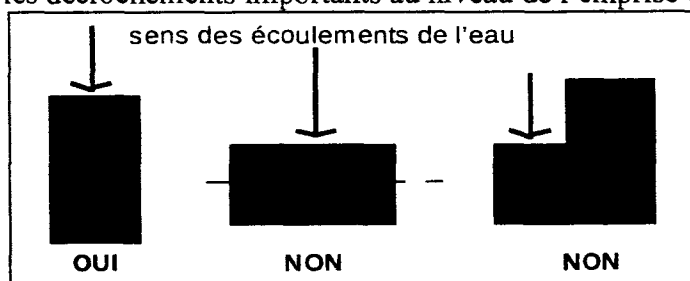
Il est recommandé qu'une reconnaissance régulière (au moins annuelle) et spécifique du lit des cours d'eau (lit mineur et lit majeur) soit effectuée de manière à programmer, s'il y a lieu, une campagne de travaux d'entretien ou de réparation.

De même, une reconnaissance analogue sera à entreprendre après chaque crue pour identifier les travaux de remise en état.

5.4. *Recommandations applicables aux nouveaux projets en zones verte, orange hachurée et rouge hachurée, à l'exception des quartiers « Saint Esprit », « Saint Frédéric », « Arènes-Têtes de ponts » et « Saint Bernard »*

L'implantation des bâtiments limitera l'effet d'obstacle à l'écoulement de l'eau :

- Les remblais seront limités à l'emprise des constructions, éventuellement majorée d'une bande de circulation de 3 mètres maximum.
- La plus grande longueur du bâtiment doit être placée dans l'axe des écoulements dans le lit majeur; on évitera les décrochements importants au niveau de l'emprise de la construction :



- Le choix d'implantation d'un ensemble de constructions doit prendre en compte la nécessité de conserver une transparence hydraulique en ménageant des espaces libres pour l'écoulement. On tiendra compte du fait que le niveau de crue est rehaussé entre les bâtiments et que la vitesse du courant est augmentée dans les rétrécissements.

6. GLOSSAIRE

Aléa

L'aléa est un événement (inondation) caractérisé par son intensité et sa récurrence (probabilité de survenir).

Bassin versant

Surface d'alimentation d'un cours d'eau ou d'un lac. Le bassin versant se définit comme l'aire de collecte considérée à partir d'un exutoire, limitée par le contour à l'intérieur duquel se rassemblent les eaux précipitées qui s'écoulent en surface et en souterrain vers cette sortie. Aussi dans un bassin versant, il y a continuité:

- longitudinale, de l'amont vers l'aval (ruisseaux, rivières, fleuves)
- latérale, des crêtes vers le fond de la vallée
- verticale, des eaux superficielles vers des eaux souterraines et vice versa.

Les limites sont la ligne de partage des eaux superficielles.

Champ d'inondation

Voir Zone inondable et Zone d'expansion des crues.

Cote de référence

C'est la cote NGF (nivellement général de la France) de la crue de référence (voir Crue de référence) majorée de 0.30 m, sauf pour les quartiers « Arène-Tête de Pont » et « Saint Esprit » où la cote de référence est prise égale à la cote de la crue de référence.

Crue

Phénomène caractérisé par une montée du niveau du cours d'eau, liée à une croissance du débit. Ce phénomène peut se traduire par un débordement hors de son lit mineur. Les crues font partie du régime d'un cours d'eau. En situation exceptionnelle, les débordements peuvent devenir dommageables par l'extension et la durée des inondations (en plaine) ou par la violence des courants (crues torrentielles).

On caractérise aussi les crues par leur probabilité d'occurrence :

- crue quinquennale : probabilité d'occurrence annuelle : 1/5
- crue décennale : probabilité d'occurrence annuelle : 1/10
- crue trentennale: probabilité d'occurrence annuelle: 1/30
- crue cinquantennale: probabilité d'occurrence: 1/50
- crue centennale : : probabilité d'occurrence annuelle : 1/100

En zone maritime (soumise à l'influence de la marée et de son coefficient) la conjugaison crue amont crue locale et marée modifie grandement les risques de submersion du lit majeur.

Crue de référence

C'est la crue retenue pour établir la carte réglementaire : à savoir, conformément aux directives nationales la plus forte crue observée, ou la crue centennale si la crue observée a une période de retour inférieure à 100 ans.

Débit

Volume d'eau qui traverse une section transversale d'un cours d'eau par unité de temps.

Enjeux

Personnes, biens, activités, moyens, patrimoine etc. susceptibles d'être affectés par un phénomène naturel.

Etablissements vulnérables:

On entend par vulnérable :

- les établissements hôteliers de plus de 25 chambres,
- les établissements d'enseignements, écoles maternelles
- les ensembles d'habitats groupés ou collectifs de plus de 50 logements,
- les crèches et garderies,
- les centres aérés

Etablissements très vulnérables:

On entend par très vulnérables les établissements assurant l'hébergement de nuit de personnes non autonomes ou à mobilité réduite

1) Parmi les ERP:

- les internats
- les établissements accueillant des mineurs avec hébergement (colonies de vacances...)
- les établissements de soins avec hébergement (hôpitaux, cliniques, maisons de retraites, établissement spécialisé pour personnes handicapées ...)

2) Etablissements non classés ERP:

- les établissements pénitentiaires

Lit majeur d'un cours d'eau

Lit maximal que peut occuper un cours d'eau dans lequel l'écoulement ne s'effectue que temporairement lors du débordement des eaux hors du lit mineur en période de très hautes eaux en particulier lors de la plus grande crue historique.

Lit mineur d'un cours d'eau

Partie du lit compris entre des berges franches ou bien marquées dans laquelle l'intégralité de l'écoulement s'effectue la quasi totalité du temps en dehors des périodes de très hautes eaux et de crues débordantes. Dans le cas d'un lit en tresses, il peut y avoir plusieurs chenaux d'écoulement.

Risque

Pertes probables en vies humaines, en biens et en activités consécutives à la survenance d'un aléa naturel.

Zone d'expansion des crues

Espace naturel ou aménagé où se répandent les eaux lors du débordement des cours d'eau dans leur lit majeur. Les eaux qui sont stockées momentanément écrêtent la crue en étalant sa durée d'écoulement. Ce stockage peut participer dans certains espaces au fonctionnement des écosystèmes. En général on parle de zone d'expansion des crues pour des secteurs non ou peu urbanisés et peu aménagés.

Zones inondables

Zones où peuvent s'étaler les débordements de crues dans le lit majeur.